

# Fin du mandat de Kabila : villes mortes et main de fer

RD CONGO Peur des débordements et de la répression, chacun est resté chez soi

► Privés de moyens de communication, redoutant des violences, les Congolais ne sont pas sortis ce 19 décembre.  
► C'était pourtant la fin officielle du deuxième mandat de Kabila.

**C**rainte du dispositif policier ? Souci de ne pas « brûler le pays » et le précipiter dans le chaos ? Désir de ne pas faire le jeu des politiciens ? Fragile espoir dans les chances d'aboutissement du dialogue politique qui doit reprendre mercredi ? Toutes ces raisons ont sans doute incité la grande majorité des Congolais à ne pas prendre de risques ce lundi et à attendre dans le calme qu'à minuit se termine le deuxième et dernier mandat du chef de l'Etat.

Ce calme relatif n'est cependant pas synonyme d'indifférence ou de passivité : dans les maisons, les cités populaires, les ngandas (bistrot de quartier), la politique était omniprésente mais aussi le souci de ne pas s'exposer inutilement. La plupart des grandes villes ont tourné au ralenti et des millions de Congolais ont préféré rester chez eux afin de ne pas devoir affronter barrages policiers et contrôles omniprésents.

Ils ont aussi été privés de contacts : de manière variable

suivant les opérateurs, les réseaux sociaux ont été coupés et, de bouche-à-oreille, se transmettaient les noms des applications fonctionnant encore et permettant de déjouer le black-out.

La situation était particulièrement calme à Kinshasa : la métropole de 10 millions d'habitants était pratiquement déserte, les embouteillages habituels avaient cédé la place à un quadrillage minutieux mené par des policiers et des militaires aux consignes strictes. Si dans certains quartiers, les forces de l'ordre s'avéraient plus nombreuses que les passants, à l'Université de Kinshasa la situation était cependant très tendue : les étudiants sont sortis du campus avec l'intention de marcher jusqu'au Parlement et certains d'entre eux, selon des membres de la sécurité, étaient munis de cocktails Molotov.

Alors que plusieurs centaines d'étudiants avaient l'intention de réclamer le départ de M. Kabila, ils furent bloqués par un important dispositif policier tandis que les journalistes étaient empêchés de se rendre sur le campus de l'Unikin.

Appliquant des consignes strictes, des policiers et des soldats de la garde républicaine fouillaient systématiquement les voitures, surveillaient les sites stratégiques, multipliaient les check-points. En outre, tous les rassemblements de plus de dix

personnes étaient considérés comme illicites et automatiquement dispersés. Les forces de l'ordre craignaient tout particu-

lièrement une instrumentalisation des jeunes désœuvrés, habitués à poser des barricades, à lancer des pierres, voire à provoquer des incendies. Un animateur culturel de Ndjili, un lointain quartier populaire voisin de l'aéroport nous confiait, désabu-

sé : « *C'est trop facile... Les politiciens appellent cela leur "capacité de mobilisation" et ils vont s'en vanter dans les chancelleries... Ils donnent de l'argent aux jeunes, pour qu'ils marchent et surtout pour qu'ils cassent. Pour les motiver, ils leur donnent quelques dollars... Dans mon quartier, j'ai conseillé aux jeunes de ne pas prendre de risques pour ces politiciens qui gagnent ainsi leur place au gouvernement...* » Des tirs ont cependant été entendus à proximité du domicile de l'opposant Franck Diongo et, selon un membre du

Rassemblement de l'opposition, l'opposant aurait été arrêté. Selon d'autres sources, deux membres de la Garde républicaine auraient tenté d'attaquer la résidence de M. Diongo et auraient été interceptés par des partisans de ce dernier...

Dans le reste du pays également, un important dispositif sécuritaire a été déployé et dans la plupart des grandes villes, les gens sont restés chez eux. Mais à

Goma, plusieurs représentants de l'opposition ont été arrêtés tandis qu'à Butembo, des Mai-Mai ont attaqué la ville - lire ci-contre.

Selon tous les témoins et observateurs, ce n'est pas par indifférence que les gens sont restés chez eux, mais par crainte des actions policières et du déploiement maximal des forces de sécurité qui veillaient, partout dans le pays, à ce que soit respectée l'interdiction de manifester. Le mandat du président Kabila se terminant le 19 à minuit, restera à franchir le cap... du jour d'après... ■

C.B. (avec afp)

## A L'EST

### Un Casque bleu et un policier tués

Un Casque bleu sud-africain de la Monusco et un policier congolais ont été tués lundi matin dans des combats à Butembo, à la suite de l'attaque d'une milice contre cette ville de l'est de la République démocratique du Congo. Cinq rebelles ont aussi été abattus lors de cet accrochage. L'attaque a notamment visé la prison de cette ville du nord de la province troublée du Nord-Kivu. Ville de 1,1 million d'habitants, Butembo a vu apparaître récemment des milices mai-mai aux motivations confuses. (afp)

## Vatican L'Eglise catholique a réussi à faire baisser la tension

### ÉCLAIRAGE

**A**lors que tous les médiateurs et autres envoyés spéciaux se sont cassés les dents sur le rébus congolais et que se multipliaient les prophéties promettant le pire, c'est l'Eglise catholique qui, sans avoir encore trouvé de solution, a, au minimum, réussi à faire baisser la tension.

S'agissait-il d'une réunion prévue depuis longtemps (tous les cinq ans les évêques de chaque pays sont reçus en audience par le Pape) ou d'une invitation de dernière minute permettant de

gagner du temps et de passer le cap de la date fatidique du 19 décembre ? En abandonnant brusquement les participants au dialogue - représentants de la majorité et porte-parole de l'opposition -, les évêques catholiques, membres de la Cenco (conférence épiscopale) ont désamorcé une crise imminente : la suite de la réunion ayant été postposée au mercredi 21, les partis se sont abstenus d'appeler à manifester le 19 !

D'ici la reprise des discussions, les esprits auront eu le temps de se refroidir

et le « momentum », celui d'une déflagration populaire qui aurait pu déclencher une violente répression sinon emporter le régime, sera passé. On peut espérer que les participants au dialogue, exhortés par le pape François « à construire des ponts et non des murs » aborderont la suite des négociations en capitalisant sur l'essentiel, c'est-à-dire la nécessité d'organiser des élections apaisées dans un délai raisonnable, validé par des experts, avec une commission électorale réformée, ayant retrouvé sa crédibilité.

Restera à régler le sort du chef de l'Etat : Joseph Kabila restera sans doute en fonction durant la période précédant les élections mais, malgré ses ruses, il n'y a pas d'autre choix que le prendre au mot lorsqu'il assure qu'il respectera le prescrit constitutionnel dans toutes ses dispositions et cédera le pouvoir à son successeur élu.

#### **L'arme absolue des manifestations de masse**

Si tel ne devait pas être le cas, les partis politiques gardent la possibilité de réagir mais surtout, l'Eglise catholique, toujours elle, en accord avec les autres confessions, garde à sa disposition l'arme absolue : des manifestations de masse qui réuniraient tous les croyants, curés et pasteurs ouvrant les cortèges. Au Congo, nul n'a oublié la « marche des chrétiens », sévèrement réprimée par le régime Mobutu en février 1992, qui contribua grandement à discréditer

le régime et à précipiter sa fin.

Dans ce pays où 80 % de la population appartient à une église, catholique, protestante ou évangélique, la mobilisation des chrétiens, aujourd'hui comme hier, pourrait s'avérer déterminante. Quant à l'Eglise catholique, à l'inverse des partis politiques, elle est indépendante du pouvoir et, grâce au maillage des paroisses, des services sociaux, des innombrables associations, elle est plus proche de la population que n'importe quel tribun politique, a fortiori si ce dernier vit à l'étranger ou s'y est réfugié.

Quant au pape François, précisément grâce à ce réseau des institutions catholiques, grâce aux évêques qui lui font rapport, grâce aux curés de paroisse présents sur tout le territoire, sans parler des circuits particuliers des Jésuites, il est mieux informé de l'état réel du Congo que n'importe quel diplomate...

S'il devait se confirmer que l'Eglise catholique a désamorcé la crise, le ser-

vice ne sera sans doute pas gratuit : il faut se rappeler qu'en septembre dernier, alors que tous l'attendaient aux Nations unies pour lui faire la leçon, le président Kabila, à la surprise générale, fut reçu au Vatican au même moment !

Si l'on ignore évidemment tout du contenu de l'entretien avec François, on peut cependant supposer que le Pape fit entendre la voix de la raison à son interlocuteur, c'est-à-dire l'obligation d'organiser des élections crédibles dans un délai raisonnable, de ne pas s'accrocher au pouvoir et de ne pas faire couler le sang.

C'est que le Pape, plus que d'autres membres de la « communauté internationale » qui songent d'abord à leurs intérêts, est soucieux de ne pas déstabiliser le Congo, – ce qui rendrait cet immense pays vulnérable à la poussée de l'islamisme – et hypothéquerait pour longtemps le décollage de l'Afrique centrale tout entière... ■

**COLETTE BRAECKMAN**